

Salvador

Les 300 jours de Duarte

Qu'y a-t-il de changé au Salvador depuis l'élection l'an dernier de Jose Napoleon Duarte? La guerre continue et, dans la prison d'Ilopango, des militantes politiques comme Luz Maria Henriquez croupissent toujours. Mais encore? Fin avril, Caroline Jarry, journaliste et sympathisante du mouvement révolutionnaire, analyse les forces en présence.

par Caroline Jarry

Le conflit armé au Salvador dure depuis maintenant cinq ans. On sait que le mouvement révolutionnaire, dirigé par le FMLN-FDR¹, lutte contre un gouvernement qui représente les intérêts de quelques grands propriétaires terriens plutôt que ceux de la majorité. On sait aussi que, depuis 1979, la répression contre toute manifestation d'opposition s'est faite extrêmement violente (50 000 civil-e-s ont été tué-e-s depuis cette année-là) et que de nombreux secteurs de la société salvadorienne se sont ralliés à la lutte armée, en partie à cause de l'impossibilité d'introduire des réformes économiques, politiques et sociales, bloquées par l'extrême-droite et les forces armées.

Le 1^{er} juin 1984, le démocrate-chrétien José Napoleon Duarte était élu à la présidence du Salvador. Le 15 octobre suivant, pour la première fois depuis le début de la guerre, une délégation gouvernementale rencontrait des représentants du FMLN-FDR. Cela signifiait-il la possibilité d'une solution politique au conflit, par opposition à une solution exclusivement militaire? Mais le dialogue a été suspendu depuis. Pourquoi? Et en quoi les élections législatives du 31 mars dernier ont-elles – ou n'ont-elles pas – contribué à la résolution du conflit? Ces questions sont souvent laissées dans l'ombre par les mass-médias, derrière des nouvelles à la fois sensationnelles et indifférentes.

L'élection de Duarte, il y a un an, a effectivement modifié la scène politique salvadorienne, dans la mesure où il a été élu sur ces promesses : rétablir la paix dans le pays, éliminer les escadrons de la mort et entreprendre des réformes. Bref, son élection a légitimé le gouvernement salvadorien, jus-

qu'alors discrédité internationalement. En acceptant de rencontrer le FMLN-FDR une première fois en octobre dernier, une deuxième fois le 30 novembre, Duarte a ensuite donné l'impression de pouvoir contrôler les forces armées et l'extrême-droite.

Duarte clame maintenant que le mouvement révolutionnaire n'a plus de raisons de continuer la lutte armée puisque la situation s'est « améliorée » depuis son élection. Pourtant, au cours de sa première année au pouvoir, il n'a pas réussi à entreprendre les réformes économiques promises et la réforme agraire a été stoppée². Les postes clefs au sein des forces armées et policières sont occupés par les mêmes militaires que par le passé – Vides Casanova et Lopez Nuila, pour n'en nommer que deux – maintes fois accusés par des organisations de défense des droits humains d'avoir ordonné des massacres³. Enfin, Duarte a suspendu le dialogue avec le FMLN-FDR.

Le rapport de forces

Ce dialogue constitue pourtant le seul espoir de solution politique au conflit. En novembre dernier, le FMLN-FDR a présenté à la délégation gouvernementale un plan de paix en trois phases, qui prévoyait notamment la formation d'un forum national représentant tous les secteurs sociaux, la participation des forces révolutionnaires à un gouvernement provisoire qui serait chargé de résoudre les problèmes économiques les plus urgents, la fin de l'intervention américaine dans le conflit et la tenue d'élections générales.

Cette proposition a été refusée jusqu'à maintenant. Son acceptation par le gouvernement dépend de l'évolution du rapport de forces entre le FMLN-FDR et Duarte, tel que perçu sur le plan international et tel que vécu au Salvador même. Or, à l'intérieur du pays, une tendance s'exprime de plus en

plus ouvertement en faveur du FMLN-FDR. En effet, le processus de dialogue entamé en octobre dernier a provoqué la réactivation assez spectaculaire du mouvement populaire, que des années de répression et le passage à la clandestinité de nombreux dirigeants avaient écarté de la scène politique.

L'irruption soudaine de manifestations d'appui au FMLN-FDR risquait d'échapper au contrôle de Duarte : c'est la raison pour laquelle il a suspendu le dialogue jusqu'aux élections législatives du 31 mars dernier. Probablement grâce à ses intentions réformistes, Duarte a gagné ces élections, à la surprise de tou-te-s et surtout de la coalition des partis d'extrême-droite, qui avait jusqu'alors détenu la majorité des sièges à l'Assemblée législative.

Avant même de connaître les résultats électoraux définitifs, Duarte avait confirmé ses promesses réformistes et annoncé sa volonté de poursuivre le dialogue avec le FMLN-FDR. Faut-il comprendre que la démocratie chrétienne a maintenant le contrôle de la situation? Pas vraiment. Mais, après cinq années de guerre, le gouvernement salvadorien sait qu'une solution militaire contre le mouvement révolutionnaire est impossible à moins d'une intervention américaine directe que presque tous veulent éviter, au Salvador comme aux États-Unis. Duarte mise donc sur une victoire aussi politique que militaire, qui passe par un discours réformiste et par la poursuite du dialogue avec les forces révolutionnaires, dans le but de récupérer un peu du terrain politique que celles-ci occupent – et de rétablir le rapport de forces en sa faveur.

De la droite à Reagan

Dans le nouveau rapport de forces qui



s'ébauche, il est difficile de prévoir la réaction des partis d'extrême-droite. Opposés depuis toujours au dialogue et aux réformes, si minimes et insignifiantes soient-elles, leur réaction dépendra sans doute du pouvoir qu'ils conserveront.

Difficile aussi de prévoir la réponse du peuple en général, dont l'orientation politique déterminera, en fin de compte, le poids du FMLN-FDR dans le dialogue qui devrait reprendre sous peu. C'est dans la mesure où le FMLN-FDR aura réussi à former politiquement et à inspirer la majorité de la société salvadorienne (organisations paysannes et ouvrières, syndicats, comités de mères de disparu-e-s, etc.), que celle-ci réclamera des transformations économiques, politiques et sociales en profondeur, plutôt que des réformes superficielles subordonnées au contrôle de l'oligarchie et de ses représentants politiques et militaires.

Finalement, il ne faut pas non plus oublier le rôle de l'administration Reagan, une donnée fondamentale dans l'analyse du conflit salvadorien. Au moyen d'une aide économique et militaire multiforme, les États-Unis assurent la survie du gouvernement Duarte et garantissent la cohésion des forces militaires et d'extrême-droite avec ce gouvernement, qu'ils peuvent ainsi largement contrôler.

Droits humains

La situation au Salvador s'est fait connaître d'abord par toutes les violations des droits humains qu'on y a perpétrées, telles que les rapportait périodiquement Amnistie internationale. Cet aspect de la réalité salvadorienne a-t-il changé depuis l'élection de Duarte à la présidence ? D'après ce que l'on en sait, la répression est plus «sélectionnée». Mais, encore en février dernier, la

Commission des droits humains des Nations unies condamnait la répression au Salvador.

Les conditions de détention des prisonnier-e-s politiques, elles, ont très peu évolué. Dans le cadre d'une semaine d'activités organisée à Montréal du 11 au 16 mars par Amnistie internationale, et axée sur les violations des droits et libertés des femmes à travers le monde, la Salvadorienne Luz Maria Henriquez témoignait de ces conditions⁴. Elle-même a été emprisonnée deux ans au Salvador avant d'être amnistiée par le gouvernement et d'arriver à Montréal en juin 1983. Je l'ai interrogée sur la vie quotidienne des prisonnières.

Luz Maria Henriquez : En général, quand une personne est arrêtée, on l'amène d'abord dans les prisons clandestines de la Police nationale, de la Garde nationale ou de la Police du Trésor. C'est là qu'on commet les tortures les plus cruelles, qui vont de la menace psychologique à l'usage d'appareils sophistiqués pour donner des chocs électriques, en passant par l'application sur le corps de produits chimiques provoquant des infections⁵. Celles et ceux qui ont de la chance – j'appelle ça de la chance – sont consigné-e-s aux tribunaux militaires pour être transféré-e-s dans un pénitencier.

Les pénitenciers ne sont pas clandestins ; ils sont donc accessibles aux organismes comme la Croix-Rouge internationale et Amnistie internationale. Personne n'y est caché.

CJ : Et toi, où as-tu été emprisonnée ?

LMH : J'ai été capturée par les membres d'un escadron de la mort, qui ont fait violemment irruption dans mon bureau. Ils m'ont livrée à la prison de la Garde nationale. C'est là où j'ai passé les moments les plus durs. Ils m'ont torturée pendant 17

jours. J'ai eu le nez, les dents et les mâchoires brisées. J'ai subi des chocs électriques sur tout le corps : ils en augmentaient l'intensité petit à petit, jusqu'à ce que tout le côté gauche de mon corps soit paralysé ; j'en ai retrouvé l'usage, mais je suis demeurée sourde de l'oreille gauche.

Et puis, il y a le viol. La première fois, les gardes s'y sont mis à plusieurs : ce fut le pire moment de tout. Et pendant qu'ils me violaient, ils me disaient des choses comme : «Ça t'apprendra à te mêler de politique ! Les femmes, ça doit rester à la maison.» On m'avait arrêtée parce que je travaillais dans un syndicat...

Mais j'ai eu cette chance d'être transférée au pénitencier des femmes, où je suis restée 25 mois. Dans les pénitenciers, les conditions de détention sont différentes et je dirais même qu'elles se sont améliorées à la suite des pressions constantes de tou-te-s les prisonnier-e-s politiques. Il y a deux pénitenciers : celui d'Esperanza, à Mariona, où se trouvent les hommes, et celui d'Ilopango, où j'étais. C'est dans ces pénitenciers que le Comité des prisonniers politiques, COPPE, a été créé. C'est la plus haute instance des prisonniers et prisonnières politiques. On y lutte, à l'intérieur même des pénitenciers, pour de meilleures conditions de vie.

CJ : Tu as toi-même travaillé au sein du comité : quelles étaient vos revendications ?

LMH : Oui, j'ai été coordonnatrice générale du comité pendant deux ans. Il faut d'abord dire que le COPPE est un organisme politique et corporatif. Politique en ce sens que nos activités à l'intérieur des prisons sont étroitement liées à la lutte du peuple. Et corporatif parce que nous luttons pour



de meilleures conditions de détention. Nous avons gagné de nombreuses batailles, d'ailleurs : un peu plus de nourriture, des tables pour manger, etc. Je crois que nous devons notre survie à nos luttes et, surtout, à la très grande solidarité qui nous unissait, les prisonnières politiques.

CJ : Aviez-vous des contacts avec les prisonnières de droit commun ?

LMH : Oui. Nous vivions à part mais nous avons exercé des pressions pour pouvoir établir des contacts entre les deux pavillons et, certains jours, nous pouvions nous voir. Nous avons même essayé de mettre sur pied une sorte de programme de santé et d'éducation auquel elles auraient participé, mais la direction générale du pénitencier s'y est opposée, pour éviter que les prisonnières de droit commun n'acquiescent une conscience politique.

Nous avons quand même établi avec elles des relations qui sont devenues très précieuses. Quand nous déclarions une grève de la faim ou une semaine de solidarité avec la lutte du peuple, elles nous appuyaient, elles répondaient à nos chants révolutionnaires, à partir de leur pavillon.

CJ : Comment vois-tu le futur immédiat de la situation au Salvador ?

LMH : Je crois que la guerre sera longue. Car même si les forces gouvernementales répriment très durement notre peuple, elles ne pourront pas vaincre le FMLN-FDR. Il n'y aura pas de solution au conflit tant que l'on ne tiendra pas compte du mouvement révolutionnaire dans notre pays et des conditions d'injustice politique, économique et sociale qui sont à l'origine de la guerre.

D'abord l'espoir

Après coup, deux aspects me frappent, dans les propos de Luz Maria : d'abord la priorité pour elle de la lutte révolutionnaire sur les préoccupations féministes ; ensuite, l'énergie positive qui l'anime.

Le premier sujet a déjà été évoqué dans les pages de *La Vie en rose*⁶ : les femmes impliquées dans les luttes de libération nationale ont-elles raison de remettre à

plus tard leurs revendications spécifiques pour d'abord lutter aux côtés des hommes ? À cela, Simone de Beauvoir répondait qu'effectivement l'urgence de la lutte contre l'impérialisme et ses représentants locaux exigeait que les hommes et les femmes fassent cause commune : une fois cette lutte gagnée, disait-elle, les femmes devaient rapidement faire valoir leurs propres revendications.

D'après moi, tout en légitimant les luttes de libération, cette réponse reflète encore le raisonnement des féministes d'Amérique du Nord et d'Europe, c'est-à-dire de femmes qui vivent dans des conditions économiques, politiques et culturelles qui leur ont permis de développer une lutte spécifiquement féministe. Or, telle n'est pas la situation au Salvador ou au Nicaragua, et je crois que les revendications féministes, comme nous les avons formulées ici, ne sont même pas concevables pour les femmes salvadoriennes et nicaraguayennes.

Non seulement ces revendications viendront-elles après la lutte politique, de laquelle elles vont naître, mais elles seront pensées différemment. C'est la raison pour laquelle Magda Henriquez, dirigeante de l'Association des femmes nicaraguayennes AMNLAE, et qui parle donc en pleine connaissance de cause, répondait à la question de *La Vie en rose* : « Il a donc fallu, au début, convaincre les femmes du bien-fondé d'une association qui leur serait propre ? » — « Bien sûr ! »

Ces femmes qui luttent pour la liberté de leurs peuples s'étonnent probablement, non seulement de nos demandes féministes, mais de notre méfiance face à la nature

de leur engagement. Elles ne nous servent pas un discours orthodoxe, comme certaines d'entre nous le croient, lorsqu'elles situent la condition des femmes de leur pays dans une perspective politique : elles parlent de leur réalité.

Deuxième observation : les réponses de Luz Maria, en dépit de la souffrance qu'elles évoquent, ne sont pas celles d'une « victime » de la guerre, mais celles d'une femme qui lutte. Elle parle peu de ses proches mort-e-s au combat ou des durs sacrifices exigés par la guerre. Sur les conditions de vie dans la prison d'Ilopango, par exemple, plutôt que de rappeler les tortures infligées, elle raconte spontanément la solidarité entre les prisonnières et les améliorations des conditions de détention qu'elles ont réussi à obtenir.

Ainsi, sans s'en rendre compte, elle nous montre cet aspect de la lutte dont on n'entend pas souvent parler : celui de la volonté et de l'espoir ✘

Caroline Jarry est rédactrice à l'agence de presse salvadorienne Salvapresse.

1/ Front Farabundo Martí pour la libération nationale et Front démocratique révolutionnaire : les bras respectivement politico-militaire et politico-diplomatique dont l'alliance en 1980 a réuni toutes les forces d'opposition : social-démocrates, social-chrétiens, marxistes.

2/ Principalement pour deux raisons : la résistance farouche des grands propriétaires terriens et le fait que la réforme a été amorcée en 1979 de façon souvent malhabile (par exemple, on a donné des lopins de terre à des paysans sans leur fournir les outils et la formation technique nécessaires), ce qui a entraîné une chute de la production agricole totale du pays. (NDLR)

3/ « Now, who will run Salvador's military ? », John McAwards, in *New York Times*, 4 juin 1984.

4/ Pour des raisons de sécurité, il s'agit d'un nom d'emprunt.

5/ Lire à ce sujet : *El Salvador : Une femme du front de libération témoigne*, Ana Guadalupe Martinez, Édition des femmes, coll. Femmes de tous pays, Paris, 1981.

6/ « Propos d'une révolutionnaire nicaraguayenne », entrevue avec Magda Henriquez, *LVR*, novembre 1983, et « Simone de Beauvoir, féministe », *LVR*, mars 1984.

BOUQUINEZ À L'AISE À

AGENCE DU LIVRE

1246 rue St-Denis Montréal
Tél.: 844-6896